**Rapport de la commission chargée d'étudier le
préavis no 11 – 2012
soumettant
le nouveau Règlement communal sur l'évacuation et le traitement
des eaux et sa nouvelle structure de taxes**

Au Conseil communal
de et à
1008 Prilly

Prilly, les 30 septembre et 28 octobre 2012

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

La commission chargée d'étudier le préavis précité s'est réunie le vendredi 21 septembre 2012 à 19h00 à Castelmont en compagnie de Monsieur le Conseiller Municipal Michel Pellegrinelli qui était délégué de la Municipalité.

La commission était composée comme suit :

Madame : Marianne Seppey (PDC), confirmée Présidente
Messieurs : Christian Burdet (Soc)
Fabien Deillon (UDC) rapporteur
Maurice Genier (PLR)
Maurizio Mattia (Les Verts)
Henri Pascal Mombelli (PRL)
Jean-Pierre Rosset (Soc)

Suite à l'exposé qui a été présenté en marge de la séance du Conseil Communal du 8 octobre 2012 ainsi que sur proposition de la Municipalité qui souhaitait apporter quelques précisions à la commission, celle-ci s'est réunie une deuxième fois le mercredi 24 octobre 2012 à 18h30 à Castelmont. Dans la même composition.

Lors de cette 2^{ème} séance Monsieur Michel Pellegrinelli était accompagné du chef de service Monsieur Coquerand.

Madame la Présidente ouvre les séances de la commission à 19h et respectivement à 18h30. Elle est confirmée dans sa fonction. Le rapporteur sera Fabien Deillon. Il est

décidé que le rapport de la commission du 21 septembre sera étoffé des nouvelles informations reçues lors de la séance du 24 octobre. Il présentera les éventuelles évolutions d'opinions.

La bienvenue est souhaitée au Municipal Michel Pellegrinelli à qui la parole est donnée immédiatement.

Monsieur le Municipal nous fait une longue présentation du préavis. Il insiste sur les trois dimensions qui sont données à cette taxe :

- Dimension économique dont l'objectif est de garantir l'autofinancement de l'entretien et du développement du système d'évacuation et de traitement des eaux. Comme on le verra plus tard dans ce rapport, il faut rentrer 2,2 à 2,3 millions chaque année.
- Dimension sociale car l'impact du montant de la taxe est plus important pour le propriétaire d'une maison individuelle que pour l'habitant d'une PPE. D'autant plus pour les habitants de plus grand locatifs pour qui la partie fixe de la taxe sera insignifiante. L'autre partie de la facture dépendant de la consommation d'eau.
- Dimension environnementale, car le principe de causalité a pour but de faire supporter à son auteur le coût des mesures tendant à éviter une atteinte à l'environnement. C'est un moyen de responsabiliser le consommateur. Les impacts écologiques de l'augmentation de la taxe sont directement liés à l'amélioration de la qualité du système. (mise en séparatif des eaux claires, amélioration de la qualité du traitement de la STEP, etc.)

Dès 2008 une commission constituée des communes reliées à la STEP et composée de Municipaux, de collaborateurs techniques et de boursiers, planche sur ce nouveau règlement. Cette commission en a rédigé le canevas, chaque commune l'adapte à sa structure particulière.

Le règlement comprendra des fourchettes de prix pour les différents éléments de la taxe. La Municipalité pourra ainsi opérer des variations selon les besoins. Monsieur le Municipal sera consulté, mais de toute façon il n'a pas grand pouvoir.

Le règlement, comme élaboré par la commission intercommunale a déjà été approuvé par le canton.

La structure de l'ancien règlement n'est pas la même que la structure du nouveau. C'est pour cette raison que la Municipalité a renoncé à présenter les deux versions avec les articles en regard l'un de l'autre, les articles de l'ancien règlement ne correspondent pas aux articles du nouveau règlement.

Une loi fédérale fixe le principe de causalité. Ainsi, la taxe ne peut être affectée qu'à l'évacuation et au traitement des eaux, mais aussi, la taxe doit en financer l'ensemble, y compris les tâches annexes et administratives.

Les différentes communes ne se trouvent pas dans des situations identiques. Les investissements consentis les dernières décennies pour le réseau de collection des eaux n'est pas du tout le même. A Prilly, le réseau est en très mauvais état car l'entretien a été négligé durant très longtemps. Ainsi, les usagers ont bénéficié d'une taxe bon marché depuis des années. A Prilly, la taxe est inchangée depuis 1995 car il n'y a pas eu d'investissement. Mais, maintenant, il faut rattraper cette carence d'entretien et la facture sera salée.

La planification financière est présentée à la page 8 du préavis elle est complétée par le tableau qui y est annexé présentant les charges liées au PGEE et à la STEP.

Selon le rapport du PGEE, 2/3 du réseau communal est en très mauvais état et date de 65 ans. Les travaux de réfection et d'adaptation sont estimés à environ 50'000'000.- que l'on peut raisonnablement amortir sur 60 ans, ce qui fait 820'000.- annuels. Avec une réserve annuel pour de l'entretien de 20'000.-, la charge annuelle projetée est de 840'000.-

La STEP de Vidy a été mise en service en 1964. Elle a été agrandie en 1976. Ses installations de base sont déjà amortie, ce qui contribue à des charges d'exploitation modestes qui ont permis de bénéficier jusqu'à maintenant d'une taxe bon marché. Maintenant, les installations de la STEP sont devenues âgées et ne satisfont plus aux nouvelles exigences, ceci malgré des investissements consentis ces dernières années. La chaîne de traitement doit être remise à niveau, et une solution de traitement des micros polluants doit être mise en place. Les investissements nécessaires seront de l'ordre de 150'000'000.-. Le tableau annexé au préavis, présente la projection des charges de notre commune liées à la STEP, celles-ci se montent en moyenne, environ, à 1'366'400.-. La participation de Prilly à l'exploitation de la STEP va doubler.

PGEE :	840'000.-
STEP :	1'366'400.-
Total :	2'206'400.-

Il est bien entendu que ces charges ne seront pas du même montant chaque année, puisque les amortissements des investissements apparaîtront avec les investissements. Les premières années, le fond de réserve sera alimenté. L'idée est de lisser la taxe pour qu'elle ne varie pas d'une année à l'autre. Pour les premières années, les calculs sont basés sur des éléments connus et bien sur, plus les années sont éloignées dans le futur, plus l'évaluation est difficile.

Les commissaires prennent acte que d'une manière ou d'une autre, il faut prélever ce montant chaque année auprès des usagers.

Seul une partie du réseau de Prilly dispose du séparatif qui devrait permettre d'évacuer les eaux claires directement au lac alors que les eaux usées sont traitées par la STEP. « Il coulera encore beaucoup d'eau sous les ponts d'ici à ce que le séparatif soit vraiment effectif pour Prilly. » Effectivement, nos eaux usées, pour arriver à la STEP ou au lac pour les eaux claires, doivent traverser les communes se trouvant en aval. Le séparatif n'étant pas réalisé en aval, les eaux claires et usées sont acheminée dans le même tuyau. Il faut donc attendre que les travaux de séparatif soient réalisés en aval pour que nos eaux claires soient réellement séparées avant d'être traitées.

Systématiquement lorsque des travaux réalisés dans nos rues le permettent, on en profite pour développer le réseau d'évacuation des eaux claires. Les propriétaires desservis se voient proposer de profiter de l'occasion pour réaliser le séparatif de leurs objets ou d'en préparer l'introduction dans le collecteur.

Le règlement prévoit que les propriétaires ont un délai de 2 ans pour réaliser leurs séparatifs lorsque le réseau les desservant est en place. Le Municipal explique que bien entendu notre Municipalité ne vas pas exiger des propriétaires la réalisation du séparatif de leurs bien-fonds tant et aussi longtemps que l'évacuation séparée des eaux ne sera pas terminée en aval jusqu'au lac. Ca n'aurait pas de sens. Les propriétaires auront un délai de 2 ans à compter du moment où le séparatif sera effectif réellement. Lors de notre 2^{ème} séance, le Municipal va corriger cette information qui est le résultat d'une mauvaise compréhension de la commission. La juste interprétation est expliquée plus loin dans ce document.

Ce changement de règlement (et de structure de la taxe) fera l'objet d'une information. La commission relève qu'il est important d'informer toute la population. Une information jointe à la facture d'eau ne toucherait que les propriétaires, les locataires ne recevant eux en principe qu'un décompte en provenance du bailleur. Un plan présentant l'avancement du séparatif devrait faire partie de cette information. Il serait aussi important de sensibiliser les usagers régulièrement à l'avenir. Le Municipal répond qu'il est sensible à la remarque et que la Municipalité en tiendra probablement compte. Lors des délibérations, la commission a renoncé à proposer d'amender le règlement pour y ajouter un article allant dans ce sens. 2 commissaires y étaient favorables, 4 étaient contre et 1 s'est abstenu.

Les propriétaires pourront prendre diverses mesures pour bénéficier de réductions de la taxe.

- L'infiltration qui consiste à rendre l'eau claire au terrain. Prilly étant principalement assis sur de la molasse c'est difficile.
- La rétention qui consiste à récupérer dans des récipients l'eau de pluie pour ensuite l'utiliser pour arroser le jardin ou pour alimenter les toilettes. Ceci diminue la consommation d'eau qui passe sur le compteur et par conséquent de la partie de la taxe liée à consommation.
- La régulation du débit. Il est par exemple possible d'installer des régulateurs aux robinets.

Structure et composition de la taxe.

La taxe initiale de raccordement (art 47) est la taxe que le propriétaire doit payer lors de la construction d'un bâtiment. Le montant de 220'000.- sur la commune est basé sur ce qu'auraient payé les constructeurs en 2011 pour les 4 bâtiments construits cette année là. Elle est aussi applicable lors de modification d'un objet. Un complément de taxe est réclamé au propriétaire s'il modifie la surface imperméable de son bien-fonds ou s'il augmente le nombre d'unités de raccordement de son objet. La surface imperméable correspond à la surface couverte par le toit, les balcons, la partie asphaltée et toutes autres parties du bien-fonds ou l'eau ne part pas naturellement dans le terrain. Un commissaire relève que la fourchette pour ces éléments de taxe s'étend sur un facteur de 1 à 3 et 1 à 4 alors que pour les autres éléments, l'écart va seulement du simple au double. Le Municipal répond que la municipalité adaptera le montant de la taxe de raccordement en fonction du nombre des constructions. Si l'on construit peu, alors on augmentera la taxe, si on construit beaucoup on la diminuera.

La partie « eaux claires » de cet élément de taxe est basé sur la surface imperméable car, lors de pluie, c'est cette surface qui va générer le volume d'eau à évacuer qui porte une incidence directe sur le dimensionnement des collecteurs à réaliser pour le réseau.

La partie « eaux usées » de cet élément de taxe est basé sur les unités de raccordement. Ce sont en fait les points de débit d'eau dans l'immeuble. (Robinet, lave linge, etc.) Ces unités de raccordement influent sur l'installation nécessaire à évacuer les eaux usées.

La taxe annuelle d'utilisation est la taxe que devront payer les usagers pour utiliser le réseau d'évacuation des eaux. C'est une sorte de droit de jouissance du réseau. Elle finance l'utilisation de celui-ci et l'amortissement du PGEE.

Un commissaire demande si le nom « taxe annuelle d'utilisation » est bien choisi et si il ne pourrait pas être remplacé par « taxe de jouissance ». Le Municipal répond que

comme le règlement avec cette dénomination est déjà pré-approuvé par le canton, qu'il n'est pas souhaitable de changer des termes.

La partie « eaux claires » de cet élément de taxe est basé sur la surface construite de la parcelle, y compris toitures, balcons, ouvrages souterrains. Selon le cadastre, 312'637 m² à 1.40 nous font 437'692.-. On ne tient pas compte des autres surfaces imperméabilisées comme les routes et places de parc qui pourtant génèrent lors de précipitations des gros volumes d'eau à transporter par le réseau.

La partie « eaux usées » de cet élément de taxe est basé de manière fixe et variable. Un montant par compteur d'arrivée d'eau. Un immeuble avec plusieurs dizaines ou centaines d'usagers paiera pour son compteur le même montant qu'une maison individuelle. 899 compteurs (selon les SI) à 60.- nous font 53'940.-. Un montant variant en fonction du diamètre du compteur. Un compteur de large diamètre permet de distribuer en même temps de plus grande quantités d'eau qu'un compteur de petit diamètre. Toujours selon les SI les diamètres des compteurs sont connus et à raison de 5.- par millimètre, nous encaisserons 128'650.-

Revenu de la taxe annuelle d'utilisation sera du total des éléments ci-dessus, soit 620'282.-

Un commissaire demande si nous ne risquons pas que de nombreux usagers changent les compteurs pour des équipements de plus petit diamètre, ceci pour diminuer le montant de la taxe. Cet « exode » aurait pour conséquence un manque à gagner. Le Municipal répond que ça n'est pas un problème car, la Municipalité pourrait simplement augmenter dans la fourchette disponible le montant de la taxe au millimètre.

La taxe annuelle de traitement est la taxe liée au traitement des « eaux usées ». Elle est basée sur la consommation d'eau uniquement. Une fois le séparatif réellement opérationnel, c'est effectivement bien uniquement les eaux usées qui seront traitées par la STEP dont notre participation doit être couverte par cette taxe.

Environ 970'000 m³ d'eau sont distribués à Prilly que multiplie 1.40 par m³ nous donne 1'358'000.-

Projection financière :

Taxe initiale de raccordement	220'000.-
Taxe annuelle d'utilisation	620'282.-
Taxe annuelle de traitement	1'358'000.-
Total	2'198'282.-

Rapport de la commission chargée d'étudier le tv e m
s i x e r x p r s i e v è g l e m e n t c o m m u n a l s u r l ' é v a c u a t i o n e t
p i x e n i i r x i e i x e r s i p i x v g x v i i x e i

e i

Total devant couvrir les charges 2'206'400.- présentées en page 3 de ce rapport.

Le montant des taxes perçues va passer de 850'000.- à 2'200'000.- ce qui représente une augmentation de 158 %. C'est le prix à payer pour couvrir l'assainissement du réseau et les structures de traitement des eaux.

Un commissaire trouve que la répercutions de cette augmentation est injuste pour certains usagers, que la taxe n'est pas incitative pour les propriétaires et les usagers et que le principe de causalité n'est pas appliqué avec toute la logique souhaitable. Il a fait le calcul sur un cas concret d'un immeuble abritant 7 personnes occupant 144 m2 construits selon le cadastre et ayant consommé 311 m3 d'eau en 2011.

Taxe d'assainissement en 2011 : 311 m3 à 0.70 (70 ct) = 217.70

Selon la nouvelle structure :

Taxe d'utilisation eaux claires : 144 m2 cadastraux à 1.40	201.60
Taxe d'utilisation eaux usées compteur	60.00
Taxe d'utilisation eaux usées diamètre compteur	150.00
Total de la partie fixe	411.60
Taxe annuelle de traitement : 311 m3 à 1.40	435.40
Total de la partie variable	435.40
Total de la taxe selon nouvelle structure	847.00

En passant d'une facture de 217.70 à une facture probable de 847.00 l'augmentation pour ces usagers est de 288 %. Ces usagers sont pourtant des élèves modèles. Ils économisent l'eau et ne consomment moins de 45 m3 par année et par personne, alors que les consommateurs type présentés à la page 9 du préavis consomment eux respectivement 900 m3 pour 15 personnes soit 60 m3 ou 850 m3 pour (5x3) 15 personnes, soit plus de 56 m3 ou 230 m3 pour 4 personnes soit 57.5 m3 par personne.

Injuste pour certains usagers

Nos 7 usagers économes subissent une augmentation de 288 % alors que selon la présentation page 9 du préavis, les moins touchés ne subissent que 130 % d'augmentation.

Pas incitative pour les propriétaires

Selon l'exemple réel, la partie fixe de la taxe représente près de la moitié de celle-ci. La mise en place de mesures comme la rétention et la limitation des débits d'eau ne pourra avoir d'influence que sur une partie limitée de la taxe. Pour que ces mesures qui pourraient être prises par les propriétaires soient valables, il faut qu'elles puissent influencer pleinement sur la taxe.

Pas incitative pour les usagers

La présentation du préavis en page 9 montre que les usagers moins économes consommant (900 : 15) 60 m³ sont les plus épargnés par l'augmentation avec 130 % contre 288 % pour les économes de l'exemple réel.

Principe de causalité pas appliqué avec toute la logique souhaitable

La taxe annuelle d'utilisation pour les eaux claires ne tient pas compte des surfaces imperméables telles que places de parc, route qui vont apporter à la canalisation, lors de précipitation, de grandes quantités d'eau claires. Ce sont justement ces eaux claires qui génèrent l'utilisation du réseau et nécessite la mise en place du séparatif. Hors, elles échappent, on ne sait pas pourquoi à la taxe d'utilisation. L'aménagement d'une parcelle peut varier. Elle peut être arborisée et engazonnée, ce qui permet aux eaux claires de retourner au terrain ou elle peut être asphaltée pour créer des places de parc, des routes et des chemins ce qui va influencer sur les volumes d'eau claire à transporter, ceci sans que la taxe en tienne compte.

La majorité des commissaires ne sont pas sensibles à ces arguments.

Le municipal qui n'est pas non plus d'accord avec la démonstration du commissaire répond que la taxe telle que proposée répond aux exigences de la loi fédérale.

La taxe projetée pour Prilly est tout à fait comparable à celle appliquées dans les (grandes) villes du pays. Dans la région, par exemple, les communes de Pully ou du Mont-sur-Lausanne ont déjà adopté des règlements semblables.

Un commissaire relève que quand même, une fois de plus tout semble être précipité. Nous aurons, 1 heure avant le conseil, une présentation du Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE) et que dans l'heure qui suit, il faudra se prononcer sur le nouveau règlement. Règlement qui devrait entrer en force déjà le 1^{er} janvier prochain. Le Municipal répond que quand, après des années, tout se décante, alors, c'est le moment d'y aller et le moment, c'est maintenant. Finalement, le préavis a été retiré lors du conseil du 8 octobre ceci permettant de mieux prendre en compte les informations reçues avant celui-ci et permettant d'organiser une nouvelle séance de la commission.

Est-ce qu'il est impératif que la nouvelle taxe entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 ?

Le Municipal répond que non, ce n'est pas impératif. La taxe pourrait aussi entrer en vigueur un peu plus tard, mais, la Municipalité souhaite commencer à financer les gros amortissements à venir le plus tôt possible.

Comment nos piscines sont elles taxées ?

Sans en être certain le Municipal nous dit que les piscines qui font partie du domaine privé de la commune ne seraient pas soumises à la taxe et que de toutes façons,

cela ne change rien, l'évacuation et le traitement des eaux doit être financé. Un commissaire n'est pas de cet avis. Bien sur que les coûts ne changent pas, mais l'identité du payeur change. Par exemple si la piscine de Fontadel est taxée, c'est l'ASIGOS qui se voit chargée et par conséquent, les communes membres de l'ASIGOS. Lors de la 2^{ème} séance, nous apprenons que la piscine de Fontadel est exploitée par la commune de Prilly. Que la taxe actuelle d'assainissement ne représente que quelques milliers de francs. La participation des communes tierces à l'ASIGOS ne représente qu'environ 40 % et que l'on ne sait pas encore si quelques communes quitteront l'association. Il est conclu que le montant concerné est négligeable et que comme la piscine n'est pas exploitée par l'ASIGOS il n'y a pas lieu d'aller plus loin dans cette réflexion.

Un commissaire relève qu'il doit y avoir une incohérence dans le préavis lorsqu'il se réfère à des articles du règlement. C'est peut-être que l'on n'a pas toujours référé au nouveau règlement. Le Municipal informe que lorsque le préavis réfère à un article, il réfère au premier article du chapitre. C'est parce que l'ancien et le nouveau règlement n'ont pas la même structure.

Un commissaire relève qu'il trouve que le règlement donne à la Municipalité des droits trop étendus sur le bien d'autrui. Par exemple les articles 10 et 12 sont très intrusifs :

- Le propriétaire ... accorde gratuitement à la Municipalité des droits de passage ou autres servitudes..
- Les droits de passage et autres restrictions de propriété ne donnent droit à aucune indemnité. ...

Selon le commissaire, une servitude est un droit réel, inscrit au registre foncier sur un bien-fonds. Ce droit a une valeur et le propriétaire dont le bien-fonds en est grevé a droit à une indemnité.

- Toutefois, la Municipalité peut autoriser ou obliger un propriétaire à recevoir les eaux ... dans ses canalisations ou autres ouvrages ...
Un propriétaire peut être contraint par la Municipalité de mettre son bien à disposition d'un voisin.

Le commissaire trouve que cette atteinte aux biens du propriétaire va trop loin. C'est comme si la Municipalité pouvait obliger le propriétaire d'une voiture de transporter le matériel d'un voisin contre une indemnité.

Le Municipal répond que l'intérêt de la commune prime sur les intérêts des propriétaires. Il dit qu'il faut sauvegarder les intérêts de la collectivité.

Le Municipal prend congé de la commission qui poursuit son travail.

La commission souhaite que la municipalité, qui selon le point 3.6 du préavis va éditer un papillon, l'édite à l'attention non seulement des propriétaires, mais aussi des locataires. Soit, à l'attention des usagers. Elle souhaite que la Municipalité perdure dans sa volonté d'informer également après l'introduction de la taxe. Comme mentionné précédemment, la commission renonce à proposer un amendement à ce sujet.

La commission constate qu'il est nécessaire de percevoir environ 2'200'000.- à 2'300'000.- pour couvrir les charges engendrée par l'évacuation et le traitement des eaux.

L'article 43 qui donne la liste de ce qu'il est interdit d'introduire dans le système d'évacuation des eaux étonne. C'est quand même incroyable qu'il soit nécessaire de préciser ce genre de chose dans un règlement alors, que ça coule de source. Il faut également que la Municipalité informe les usagers. Un commissaire propose d'amender l'article pour le préciser. Au vote 2 commissaires y sont favorables, 4 opposés et 1 s'abstient.

Les articles 20 et 63 fixent aux propriétaires un délai de 2 ans au maximum pour la réalisation du séparatif de leur immeuble dès l'entrée en force du présent règlement, si le séparatif est déjà réalisé dans la zone de l'immeuble, et respectivement dès que la commune à réalisé les travaux nécessaires pour les équipements publics.

Comme expliqué précédemment, cette obligation pour les propriétaires n'aura de sens que lorsque le séparatif sera effectivement réalisé jusqu'au lac. Le Municipal a également annoncé que la Municipalité n'appliquerait pas cette contrainte tant que les eaux claires finissent à la STEP. La commission avait mal compris le Municipal.

Lors de la 1^{ère} séance, la commission était d'avis que le règlement doit être corrigé pour qu'il soit conforme à la pratique annoncée et souhaitée. Elle propose ainsi, avec le soutien de 6 membres et 1 contre, les 2 amendements suivants :

Amendement 1

Article 20, premier paragraphe

remplacer « ... mais au plus tard dans les deux ans. » par « ... mais au plus tard dans les deux ans après que la réalisation du séparatif soit effective jusqu'au lac. »

Amendement 2

Article 63, premier paragraphe

remplacer « ... mais au plus tard dans les deux ans. » par « ... mais au plus tard

dans les deux ans après que la réalisation du séparatif soit effective jusqu'au lac. »

Lors de la 2^{ème} séance, à la lumière des nouvelles explications apportées par le Municipal et le chef de service, par 6 votes pour et 1 vote contre, la commission décide d'abandonner ces deux amendements. Les commissaires sont sensibles au fait que ces amendements risquent de ne pas passer la rampe au canton et au fait que le séparatif pourrait être effectif jusqu'au lac en 2030 – 2040 déjà.

Par contre, les commissaires sont sensibles aux dispositions transitoires du règlement qui prévoient, à l'article 63, que les usagers qui se situent dans les zones déjà mises en séparatifs lors de l'entrée en force du règlement n'auront eux que 2 ans au maximum pour se mettre en conformité. A l'unanimité la commission propose **l'amendement suivant :**

Article 63

Remplacer deux ans par quatre ans.

L'article 10 du nouveau règlement correspond à l'article 9 de l'ancien. Il règle la question des quelques droits de passage sur des fonds privés dont la commune pourrait avoir besoin.

Comme décrit précédemment, une servitude est un droit réel, inscrit au registre foncier sur un bien-fonds. Ce droit a une valeur et le propriétaire dont le bien-fonds en est grevé a droit à une juste indemnité. Du reste l'ancien règlement n'accordait pas à la Municipalité la possibilité d'user gratuitement du bien d'autrui.

Par 4 votes favorables contre 3 défavorables la commission propose **l'amendement suivant :**

Article 10

Premier paragraphe :

Supprimer le mot gratuitement et ajouter à la fin « Une juste indemnité sera convenue entre la Municipalité et le propriétaire. » Le paragraphe devenant « Le propriétaire ou le superficière accorde ou procure à la Municipalité les droits de passage ou autres servitudes avec droits d'accès nécessaire à l'aménagement et à l'entretien de l'équipement public. Les frais d'inscription au Registre Foncier sont à la charge de la Commune. Une juste indemnité sera convenue entre la Municipalité et le propriétaire »

4^{ème} paragraphe :

Supprimé

Un commissaire n'est pas convaincu que l'article 12 du règlement soit judicieux. Lorsque plusieurs immeubles sont éloignés de la route ou des canalisations publics, il est inutilement coûteux d'imposer des raccordements indépendants. Si des propriétaires arrivent à s'entendre pour créer un raccordement collectif en lieu et place de plusieurs longues installations individuelles, il est certainement possible de s'assurer par l'inscription au registre foncier d'une servitude de charge d'entretien, que cette installation restera entretenue pas ses propriétaires et non par la commune.

Du reste, le deuxième paragraphe de l'article dit que la commune peut autoriser ou même obliger un propriétaire à recevoir les eaux usées et/ou claires d'autres biens-fonds ou immeubles. C'est un peu contradictoire de dire au début de l'article que dans la règle on doit raccorder avec des embranchements indépendants et que dans la phrase suivante, de dire que l'on peut obliger de faire le contraire.

Le commissaire trouve que la contrainte d'avoir des raccordements indépendants est dans certain cas génératrice de gros frais supplémentaires qui sont absolument inutiles. Il ne voit pas pourquoi la Municipalité devrait intervenir pour autoriser ou interdire un propriétaire à accueillir les eaux d'un autre. Ces collaborations sont des affaires privées entre propriétaires, dans lesquels la Municipalité ne devrait pas intervenir. L'ancien règlement ne donnait pas à la Municipalité ces compétences et les propriétaires ont toujours réussi à raccorder leurs objets à l'égout.

Le commissaire propose l'amendement suivant :

Article 12

1^{er} paragraphe :

remplacé par « les biens-fonds ou immeubles sont raccordés au collecteurs publics par des embranchements indépendants ou collectifs correctement dimensionnés »

2^{ème} paragraphe :

remplacé par « Un propriétaire peut recevoir les eaux usées et/ou claires d'autre biens-fonds ou immeubles dans ses canalisations ou autres ouvrages destinés à l'évacuation des eaux, pour autant que leur capacité le permette. Les propriétaires fixeront ensemble les modalités de cette collaboration. »

3^{ème} paragraphe :

Demeure sans changement.

La commission n'est pas convaincue et rejette la proposition par 6 votes contre 1.

Au vote final la commission décide de soutenir le préavis par 6 pour et 1 contre.

Conclusions

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers communaux de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Prilly

- Vu le préavis municipal No 11-2012,
- Ouï le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet,
- Considérant que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

Décide

D'approuver le Règlement communal sur l'évacuation et le traitement des eaux, et sa nouvelle structure de taxes.

Au nom de la commission

La présidente

Le rapporteur

Marianne Seppey

Fabien Deillon